

Pour la génération qui vient

Avec *Pour la génération qui vient* (éditions Équateurs) Benoît Hamon s'inscrit dans la campagne présidentielle comme le candidat tourné vers l'avenir.

Tout l'objet de ce livre-programme vise à présenter les transitions qu'il veut engager lorsqu'il sera élu. Ou plus précisément qu'il veut engager collectivement car, et Benoît Hamon insiste beaucoup sur cette dimension collective tout au long de l'ouvrage, sa candidature est bien un engagement collectif et non individuel. En effet **«l'homme providentiel est une fable»**. Benoît Hamon ne prétend pas détenir la vérité absolue. S'il se déclare **«prêt à affronter la solitude du pouvoir»**, il l'annonce sans détour **«les solutions seront collectives»**.

Sa candidature est aussi celle de la confiance contre les candidat.es qui, sans cesse, jouent sur la peur et le refus de l'autre. Or, comme l'indiquait le grand historien, Fernand Braudel, **«la France se nomme diversité»**.

Dans ce livre, Benoît Hamon présente donc les transitions à engager au cours du prochain quinquennat. D'abord, la transition démocratique pour aller vers la VI^e République, qui consiste **«à rendre au peuple une part perdue de sa souveraineté»**.

La transition européenne doit, d'une certaine manière, prolonger à l'intérieur de l'Union européenne les principes démocratiques de cette VI^e République plus participative.

La transition économique et sociale apparaît comme une urgence à un moment où 11 % des jeunes Français sont pauvres. Le revenu universel d'existence,



Un livre contre la peur

qui s'adressera en priorité aux jeunes et aux précaires, permettra de donner plus d'autonomie aux salariés.

Benoît Hamon est le seul candidat à défendre une transition écologique. En effet, aujourd'hui, avec le modèle économique dominant, nous avons besoin d'une planète et demie. **«Nous vivons à crédit»**, prévient le candidat. Or, s'il est toujours possible de renégocier une dette monétaire, il est impossible de revenir en arrière lorsque les ressources naturelles sont épuisées ou que les écosystèmes sont détruits.

L'ancien ministre de l'Éducation nationale consacre également un chapitre à l'école, **«là où commence la lutte contre les inégalités»**, à la sécurité et à la bataille culturelle à mener contre les idées de repli.

L'élection présidentielle intervient dans un contexte particulier **«dans un monde livré à l'absurdité, les fous peuvent devenir rois»**. Mais, insiste Benoît Hamon, **«l'élection présidentielle est l'occasion d'envoyer un signal fort au reste du monde. Nous pouvons renverser le cours des événements et impulser une dynamique positive. Ne laissons pas les professionnels de la peur éteindre la lumière»**.

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 16/3/2017

**PRESSE
URGENTE**
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

500 000 formations

Le plan 500 000 formations a permis de réaliser en 2016 plus de 1 126 000 actions, dont 975 000 formations régionalisées, 68 000 accompagnements à la création d'entreprise, 76 000 contrats de professionnalisation et 7 000 accompagnements collectifs à la validation des acquis de l'expérience.

Grâce à ce plan, les publics les plus éloignés de l'emploi ont largement pu accéder aux formations proposées : 28 % ont bénéficié à des personnes peu ou pas qualifiées ; 29 % à des jeunes de moins de 26 ans ; plus de 20 % à des seniors ; environ 20 % à des demandeurs d'emploi de longue durée ; 11 % à des personnes en situation de handicap.

Les formations, d'une durée moyenne de 487 heures, étaient, pour plus du tiers d'entre elles, à visée certifiante.

Lancée début 2017, une évaluation du plan permettra d'en tirer tous les enseignements qualitatifs.

PS29

Chiffre de la semaine

187 200

C'est le nombre net de postes créés par l'économie française en 2016.

En campagne !

La traditionnelle journée des secrétaires et trésoriers de sections s'est transformée cette année en journée de mobilisation pour la campagne présidentielle de Benoît Hamon. Le 4 mars, au centre de Moulin Mer, à Logonna-Daoulas, plus de cent militants, responsables des sections locales ou volontaires se sont retrouvés pour échanger autour de la campagne à mener pour l'élection de Benoît Hamon.



Quels outils pour la campagne ?

Jean-Paul Vermot, secrétaire fédéral à la mobilisation, n'a pas caché la gravité de l'enjeu. **« Il y a bien sûr le danger réactionnaire de l'extrême droite mais aussi de la droite qui lui emboîte le pas. »**

Mais, il faut aussi refuser l'idée qui consiste à mettre à mal, voire à nier les clivages politiques.

« Le moment que nous vivons est aussi historique, car, pour la première fois les courants socialistes et écologistes se rejoignent officiellement autour d'une candidature commune », a insisté le secrétaire fédéral.

« Le financement des campagnes électorales est strictement encadré », a rappelé le trésorier fédéral, Gabriel Steffe, aux trésoriers de sections. Les dépenses ne peuvent être engagées que par le comité de campagne, en aucun cas par les sections et encore moins par des personnes physiques. Même gratuites, les locations de salles doivent être inscrites dans les comptes de campagne avec une attestation selon laquelle le propriétaire s'engage à accorder la même gratuité à tous les candidats qui en feront la commande.

« On gagne une élection en valorisant nos propositions, pas en tapant sur nos adversaires. »

« Nous devons nous déployer sur l'ensemble du territoire », a insisté Jean-Paul Vermot, secrétaire fédéral à la mobilisation. **« Et, dans le Finistère, le Parti Socialiste est le seul à être présent partout. La réussite du meeting de Benoît Hamon, quelques jours auparavant, montre bien que le Département reste une terre de gauche. »**

La qualité de la campagne dépend aussi de la manière dont, sur le terrain, les militants défendent le projet présidentiel de Benoît Hamon. Chantal Guittet, députée et membre de l'équipe de campagne, a présenté un résumé du programme de Benoît Hamon, même s'il sera encore affiné, en particulier grâce au comité citoyen mis en place pour y apporter une expertise citoyenne.



Présentation du projet de Benoît Hamon

« C'est par la présentation et l'explication du projet de Benoît Hamon que nous pourrons convaincre les électrices et les électeurs », a insisté Chantal Guittet, **« car on gagne une élection en valorisant nos propositions, pas en attaquant nos adversaires ».**

Même si certains d'entre eux ne se privent pas de déformer et caricaturer notre projet présidentiel...

Mobilisation !

Il existe plusieurs manières de faire campagne pour Benoît Hamon. La seule « précaution » consiste, lorsque des dépenses doivent être engagées, à demander l'accord du trésorier (presidentiellehamon29@gmail.com).



Distribuer des tracts

Régulièrement, sur les marchés, devant les cinémas, les gares ou en porte-à-porte, des équipes de volontaires distribuent des tracts présentant les propositions de Benoît Hamon. N'hésitez pas à les rejoindre.



Partager et commenter sur les réseaux sociaux

Les réseaux sociaux sont devenus incontournables dans une campagne présidentielle : ils permettent d'assister en direct aux meetings de notre candidat, de lire son projet, ses argumentaires et les partager sur Facebook [LeFinistereAvecBenoitHamon](#) et Twitter [@Le29AvecHamon](#).



Rejoindre le comité de soutien

Désigné par les électeurs de gauche à la Primaire citoyenne, Benoît Hamon a vocation à rassembler bien au-delà des rangs du Parti Socialiste. Pour faire vivre ce rassemblement, vous pouvez rejoindre son comité de soutien.

La décentralisation, c'est la gauche !

La décentralisation a progressé durant le quinquennat de François Hollande. Estelle Grelier, secrétaire d'État à la décentralisation, était dans le Finistère les 2 et 3 mars. Dans le nord Finistère, elle est allée à la rencontre des élu.es de Pleyber-Christ et de la commune nouvelle de Saint-Thégonnec. Puis dans le sud, à celle des élu.es de Quimperlé communauté.

La secrétaire d'État a participé à l'Assemblée générale de l'Union des élus socialistes et républicains du Finistère, à La Roche Maurice. Ce fut pour elle l'occasion de dresser le bilan du quinquennat en matière de décentralisation et collectivités locales.

La décentralisation a progressé durant ce quinquennat. Même si, au départ, il était prévu de réaliser une grande réforme et qu'au final il y en a eu trois. Mais, à quelques semaines de la fin de la législature que constate-t-on ? Les départements, un moment menacés, sont confortés dans leurs missions de solidarité. Les compétences des collectivités ont

été clarifiées. Le binôme communauté de communes/région est renforcé.

Les communes ont commencé à mieux s'organiser en utilisant la possibilité de fusionner plus facilement. « **517 communes nouvelles, venant de 1700 communes historiques, à l'image de Saint-Thégonnec Loc Eguiner, ont déjà vu le jour** », s'est félicitée Estelle Grelier. Cela concerne 1,8 million d'habitants et le phénomène va se prolonger.



Estelle Grelier à l'Assemblée Générale de l'UESR

La ministre n'a pas éludé la question des finances. Oui, le montant des dotations a baissé. Il était tout à fait logique que les collectivités participent à l'effort demandé à l'ensemble des Français. Cependant, cet effort budgétaire s'est accompagné d'une meilleure péréquation et d'une aide aux investissements.

La décentralisation doit être au cœur du débat présidentiel. Car les projets de la droite et de l'extrême-droite ne manquent pas d'inquiéter les élus locaux. Pour François Fillon, ce serait la suppression de dizaines de milliers d'agents territoriaux. Une éventuelle élection de Marine Le Pen se traduirait par la suppression des régions et des intercommunalités.

La décentralisation a toujours été portée par la gauche qui, depuis les années 70, avec des pionniers comme Louis Le Pensec ou Gaston Defferre, sait que les décisions doivent être prises au plus près des citoyens. Ce sont les élu.es et leurs administrés qui savent le mieux ce qui est positif pour leurs territoires.

En bref

Projet alimentaire du Finistère



Le département du Finistère a été retenu par le ministère de l'Agriculture pour son projet alimentaire de territoire.

Il a été primé parmi plus de 450 projets présentés. Cette récompense a été remise le 1^{er} mars, par le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, à l'occasion du salon de l'agriculture.

Le Département et l'ensemble de ses partenaires travaillent actuellement à la réalisation d'un diagnostic partagé qui servira de base aux Assises de l'Alimentation, qui seront organisées en octobre prochain pour permettre de dégager les actions prioritaires à engager collectivement.

Guillaume Balas à Quimper le 24 mars



Guillaume Balas, membre de l'équipe de campagne de Benoît Hamon, animera une réunion publique, le vendredi 24 mars à 18 h 30 théâtre de Cornouaille, Espace Grand

projet à Quimper.

Au cours de cette réunion publique, ouverte à tous, le député européen vous expliquera tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le revenu universel d'existence et le programme économique et financier de Benoît Hamon.

Dates à retenir

À noter sur vos agendas les dates des débats télévisés, avant le premier tour de l'élection Présidentielle :

- 20 mars : à 21 h 00 premier débat télévisé sur *TF1*.
- 4 avril : à 21 h 00 deuxième débat télévisé sur *Cnews*.
- 20 avril : à 21 h 00 troisième débat télévisé sur *France 2*.

Mémoires des esclavages



L'association *Mémoires des esclavages*, organise sa troisième commémoration de l'abolition de l'esclavage à Brest, le mercredi 10 mai 2017, à partir de 14 h 00 au pied de la sculpture

Mémoires, rue des Mouettes au Moulin blanc à Brest.

Le thème pour cette année est « *Handicap, Citoyenneté, Discriminations* ».

Après les interventions du président, Max Relouzat, et des représentants de la ville de Brest et de l'État, l'après-midi sera festif.

Au programme, plusieurs activités et animations culturelles, chants, poèmes, musique et sport.

Venez nombreux !

En savoir plus :

www.memoiresdesesclavages.fr

Agenda

18 mars

11 h 00 : Lancement de la campagne législative de Chantal Guittet, au local du PS à Landerneau (rue Pengam).

18 mars

14 h 30 : Rencontre sur l'Égalité femmes/hommes au Vauban à Brest.

19 mars

12 h 00 : Meeting de Benoît Hamon à Paris Bercy.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428
N° 1179 - Vendredi 17 mars 2017
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste



Le bonheur est dans la Scop

François Kerfourn

Ancien cadre du réseau Scop, François Kerfourn a dirigé l'Union régionale des Scop de l'Ouest. Dans *Le Bonheur est dans la Scop* (éditions Les petits matins) il donne la parole à des coopérateurs qui expliquent pourquoi ils ont choisi de travailler dans le tiers secteur.

Cap Finistère : Pouvez-vous nous rappeler ce que représente le secteur coopératif en France et en Bretagne ?

François Kerfourn : En France, on compte 22 517 entreprises coopératives. Elles réalisent en 2014 un chiffre d'affaires cumulé de 307 milliards d'euros (+3% par rapport à 2012) et confirment leur progression régulière depuis plus de dix ans. Elles sont présentes dans quasiment tous les secteurs d'activité : commerce, agriculture, industrie, artisanat, transport, banque. Dans un contexte difficile, elles continuent de développer à la fois leurs emplois et leur sociétariat. Ensemble, elles réunissent plus de 26 millions de sociétaires et 1 217 466 salariés. La part des salariés travaillant dans les coopératives et leurs filiales est de 5,1%, en hausse constante depuis 2008.

En Bretagne, les 2 200 coopératives emploient 32 200 salariés. La vocation des coopératives est de stimuler l'économie sur les territoires et la démocratie locale. Sociétés de personnes, elles se différencient des entreprises dites « classiques » par la gouvernance fondée sur le principe « une personne, une voix » et la double qualité de ses membres qui sont à la fois associés et clients, producteurs, salariés.

Cap Finistère : Comment avez-vous élaboré ce livre ?

François Kerfourn : « *Le Bonheur est dans la Scop* » est un ouvrage collectif qui n'aurait pas existé sans la bonne coopération des 85 coopérateurs témoins (deux tiers en activité et un tiers retraités) issus d'une trentaine de Scop et qui ont accepté de transmettre leur part d'expérience de vie coopérative ; et sans la participation active d'un comité de relecture composé d'une dizaine de coopérateurs du Club des Anciens Coopérateurs.

Cap Finistère : Que mettent en avant les dirigeants et salariés des Scop, par rapport aux entreprises « traditionnelles » ?

François Kerfourn : Ces témoignages mettent en avant des récits qui évoquent des entreprises au climat serein, où l'entraide n'est pas une denrée rare, où l'on partage les savoir-faire et où on a l'impression d'être en équipe. Les témoins démontrent que les Scop avec les salariés associés majoritaires, la gouvernance démocratique, la répartition équitable des résultats, les réserves impartageables et les valeurs privilégiant l'épanouissement de la personne au travail, il est possible de concilier la réussite économique et l'ambition sociale. L'ouvrage met en évidence les facteurs-clés de réussite et d'échec des coopératives et les bonnes pratiques qui méritent d'être connues.

Cap Finistère : On entend souvent dire que les Scop sont réservées aux entreprises en difficulté ?

François Kerfourn : Non, c'est faux. D'abord parce que 64% des créations de Scop se font ex nihilo, avec des entrepreneurs qui choisissent cette forme d'entreprise. 13% sont des transformations d'entreprises « saines », 11% des transformations d'associations. Il n'y a donc que 11% de reprises d'entreprises en difficulté. Elles n'échouent pas parce qu'elles sont des Scop mais parce que leur modèle économique n'est pas viable. Mais même dans des reprises, on peut connaître de très belles réussites. Il existe un énorme potentiel de reprises d'entreprises. On évalue entre 500 et 700 000 le nombre de transmissions d'entreprises dans les années qui viennent. Cependant, il faut bien avoir conscience que la Scop est un statut juridique mais c'est aussi un état d'esprit : il faut que chacun sache coopérer et partager les informations, entretenir des relations d'adulte à adulte. Cela ne s'improvise pas. Mais avec un peu de préparation et de formation, la transition est tout à fait possible. Et tous les témoignages que j'ai pu recueillir vont dans ce sens.



En campagne !

En campagne pour la Présidentielle et les Législatives à Morlaix, Concarneau et Brest.

